

Avis

Avis

Loi sur les cours municipales
(chapitre C-72.01)

Cour municipale Commune de la M.R.C. de Bellechasse — Désignation d'un juge intérimaire

CONCERNANT la désignation d'un juge intérimaire de la Cour municipale Commune de la M.R.C. de Bellechasse : pour toute séance à compter du 1^{er} février 2013, jusqu'à nomination par le gouvernement du Québec d'un juge en titre.

ATTENDU QUE le juge Jacques Ouellet, juge en titre à la Cour municipale de la M.R.C. de Bellechasse, a été nommé juge municipal à la Cour municipale de la Ville de Québec le 23 janvier 2013.

ATTENDU QUE le soussigné est au fait de cette situation.

ATTENDU QUE pour favoriser une saine administration de la justice et en particulier une meilleure planification des activités judiciaires pour la prochaine année, il y a lieu de procéder à la désignation d'un juge intérimaire jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre pour cette Cour.

ATTENDU QUE monsieur Gilles Ouellet est juge à la Cour municipale Commune de la Ville de Thetford Mines.

Je, soussigné, juge en chef adjoint de la Cour du Québec, responsable des cours municipales,

DÉSIGNE, par la présente, monsieur Gilles Ouellet, juge municipal, comme juge intérimaire de la Cour municipale Commune de la M.R.C. de Bellechasse, conformément aux articles 42 et 42.1 de la Loi sur les cours municipales, (L.R.Q., c. C-72.01), tels qu'amendés par les articles 10 et 11 du chapitre 30 des lois de 1998 et l'article 13 du chapitre 21 des lois de 2002.

Cette désignation entre cependant en vigueur à compter du 1^{er} février 2013 et le demeure jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec, d'un juge municipal en titre pour cette Cour.

ANDRÉ PERREAULT,
Juge en chef adjoint de la Cour du Québec
Responsable des cours municipales

58950

Avis

Loi sur les cours municipales
(chapitre C-72.01)

Cour municipale Commune de la M.R.C. de Côte-de-Beaupré — Désignation d'un juge intérimaire

CONCERNANT la désignation d'un juge intérimaire de la Cour municipale Commune de la M.R.C. de Côte-de-Beaupré : pour toute séance à compter du 1^{er} février 2013, jusqu'à nomination par le gouvernement du Québec d'un juge en titre

ATTENDU QUE le juge Jacques Ouellet, juge en titre à la Cour municipale Commune de la M.R.C. de Côte-de-Beaupré, a été nommé juge municipal à la Cour municipale de la Ville de Québec le 23 janvier 2013.

ATTENDU QUE le soussigné est au fait de cette situation.

ATTENDU QUE pour favoriser une saine administration de la justice et en particulier une meilleure planification des activités judiciaires pour la prochaine année, il y a lieu de procéder à la désignation d'un juge intérimaire jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre pour cette Cour.

ATTENDU QUE monsieur Gilles Ouellet est juge à la Cour municipale Commune de la Ville de Thetford Mines.

Je, soussigné, juge en chef adjoint de la Cour du Québec, responsable des cours municipales,

DÉSIGNE, par la présente, monsieur Gilles Ouellet, juge municipal, comme juge intérimaire de la Cour municipale Commune de la M.R.C. de Côte-de-Beaupré, conformément aux articles 42 et 42.1 de la Loi sur les cours municipales, (L.R.Q., c. C-72.01), tels qu'amendés par les articles 10 et 11 du chapitre 30 des lois de 1998 et l'article 13 du chapitre 21 des lois de 2002.

Cette désignation entre cependant en vigueur à compter du 1^{er} février 2013 et le demeure jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec, d'un juge municipal en titre pour cette Cour.

ANDRÉ PERREAULT,
Juge en chef adjoint de la Cour du Québec
Responsable des cours municipales

58949